

Le Jour, 1953
1 Décembre 1953

PLAIDOYER POUR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT

Sur le plan matériel (et dans une large mesure sur le plan moral et intellectuel) **un pays vaut ce que valent les fonctionnaires de l'Etat.**

Si la qualité des fonctionnaires est haute, si leur compétence est étendue, si leur probité est certaine, l'Etat peut espérer la « tranquillité de l'ordre » et les chances d'avenir qui sont la justification de la puissance publique.

Mais quand le désordre règne dans les fonctions de l'Etat, quand les fonctionnaires sont mal rétribués, quand ils n'ont pas le soutien impartial des chefs politiques, quand ils sont énervés et découragés par l'arbitraire de la faveur et par l'injustice, on ne peut rien augurer de bon de la suite.

Voilà des années que dans ce domaine, le Liban vit de la force acquise ; voilà longtemps qu'il vit de ses restes. Pendant combien de temps vivra-t-il de cette force et de ses débris ? Pendant combien de temps le pouvoir politique se jouera-t-il du pouvoir administratif ? Et jusqu'à quand les fonctionnaires seront-ils considérés par les gouvernements comme des instruments secondaires (et indéfiniment interchangeables) de la vie nationale ?

Le drame ne vient pas toujours de la mauvaise volonté. Il vient encore du manque de connaissance, du manque de culture générale, du manque de vitalité, de l'insouciance enfin. **Quand le pouvoir politique est, en moyenne, aussi pauvre qu'il l'est chez nous, comment veut-on qu'il régente le pouvoir administratif sans l'ébranler et sans l'anémier ?** Les fonctionnaires sont des hommes comme chacun de nous. **On ne peut pas exiger d'eux qu'ils soient héroïques tous les matins**, qu'ils donnent leur jeunesse et leur vie à un Etat quasi-inconscient, à un Etat insensible.

Quelles leçons de vertu reçoivent les fonctionnaires de ceux qui disposent de leur carrière ? Quel encouragement, par la justice distributive et par l'exemple ?

Ou quelles paroles de réconfort (et quels rappels à l'ordre) attendent les fonctionnaires de la République des gouvernants de la République ? C'est partout, sauf les clientèles, l'abandon et l'oubli. C'est la médiocrité des routines. C'est la poussière des dossiers. C'est l'atmosphère desséchante des bureaux. Ce sont les passe-droits qui ont, tour à tour, démoralisé et vaincu les meilleurs.

Les clientèles politiques n'ont pas cessé de faire des ravages. Et la qualité du travail du fonctionnaire n'a pas cessé d'être indifférente à l'homme politique livré au verbalisme que l'on sait. Ce sont de grands mots, des phrases sonores et derrière cela c'est le vide dont la nature a horreur.

Tous les fonctionnaires libanais doivent être repris en mains et la fonction partout aérée et stimulée. Cette besogne impérieuse est, dans chaque secteur et pour l'ensemble de la nation, celle de chefs dignes de ce nom. Mais si la fonction publique doit rester ce qu'elle est, alors il faut se résigner à l'effondrement.

Un Etat mal servi par ses préposés est un Etat exposé au pire.

Ce ne sont pas les braves gens qui manquent au Liban où l'entreprise privée trouve des agents excellents. On se demande pourquoi l'Etat est aussi impuissant là où les particuliers s'arrangent si bien. Si l'Etat a ses excuses, elles ne vont pas aussi loin qu'il le dit. La grande pitié des fonctionnaires au Liban, il la faut mettre à l'ordre du jour. Nous dégringolerons davantage sans cela, tandis que l'Etat prétend devenir de plus en plus le patron.